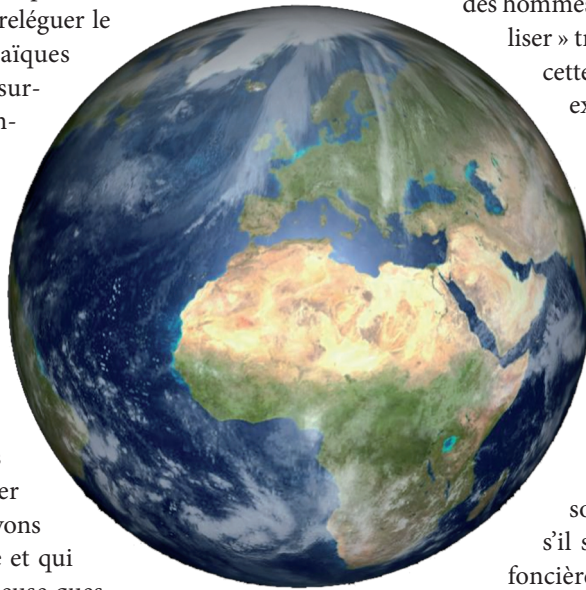


Après la bataille de l'eau, celle du soleil

Le soleil qui brille en Algérie appartient aux Algériens. Tout comme la pluie qui tombe généreusement en Europe appartient aux Européens.

Le soleil pose de nouveaux et sérieux problèmes depuis que l'homme a découvert que l'énergie qu'il dégage peut être domestiquée. Sur le plan scientifique et technique c'est sa captation, son stockage et sa distribution qui font l'objet d'intenses travaux. Les moyens mis en oeuvre jusque-là ne donnent pas entière satisfaction. Disons qu'on en est aux équipements de première génération. Et si on les compare aux moyens d'extraction et de commercialisation des énergies fossiles, on mesure mieux le chemin qui reste à parcourir pour que le solaire puisse valablement se substituer au pétrole, de la même manière que celui-ci a pu reléguer le charbon. Les cellules photovoltaïques sont à l'étude pour réduire leur surface tout en augmentant leur rendement. Pour l'heure, le stockage est très limité. Il se mesure en heures. Quant à sa distribution, aucun système fiable et rentable n'a encore pu être mis au point pour que l'humanité puisse entrer totalement dans l'ère des énergies renouvelables et reléguer les énergies fossiles. Ceci sur le plan de la recherche. Mais laissons les laboratoires chercher tranquillement les solutions et voyons cet autre aspect d'ordre juridique et qui pèse de tout son poids dans l'épineuse question : à qui appartient l'exploitation des bienfaits du soleil ? Sérieux débat quand on sait qu'après avoir abouti à la certitude que c'est le Soleil qui tourne autour de la Terre et non l'inverse, le problème de la propriété de son rayonnement s'est posé. Un projet illustre bien cette problématique. Il porte le nom de « Désertec ». Il est né en Allemagne et regroupe des banquiers de ce pays et d'Espagne ainsi que des industriels algériens. Le projet, qui n'est qu'en gestation, devra engloutir des capitaux estimés à 400 milliards d'Euros. Son objectif est de « pomper » le soleil en Afrique du Nord (Algérie comprise) pour alimenter l'Europe. L'enjeu géopolitique est aussi aveuglant que le soleil de midi. Dans le droit international, le droit de propriété des Etats sur le sol, le sous-sol, l'espace

aérien et maritime est bien défini et reconnu. Pour le solaire, la donne est si nouvelle qu'un vide juridique se devait d'être comblé. Pour notre pays, c'est fait et c'est le Premier ministre, Ahmed Ouyahia, dans son dernier discours à l'APN, qui a informé l'opinion publique des dispositions législatives récemment prises. Le soleil qui brille en Algérie appartient aux Algériens. Tout comme la pluie qui tombe généreusement en Europe appartient aux Européens. Le message s'adresse aux concepteurs du projet « Désertec » et leur rappelle qu'il n'est toujours pas possible de construire « des châteaux en Espagne ». De les faire « redescendre » des étoiles et du soleil et les aider à garder les « pieds sur terre ». Un tel projet se négocie avec l'Etat, pas seulement avec des financiers et des hommes d'affaires qui ont voulu « mondialiser » trop vite le soleil. Ceci dit et même à cette condition, l'Algérie a de sérieuses exigences si elle venait à être sollicitée pour le projet. C'est le ministre de l'Energie, Youcef Yousfi, qui en a tracé les contours. Un tel projet (Désertec) ne peut avoir d'intérêt pour notre pays que si nous bénéficions du transfert de technologie et participions à la production de ses équipements. Autrement dit, il n'est pas question d'autoriser l'utilisation de notre sol et du rayonnement solaire sur notre territoire comme s'il s'agissait d'une simple concession foncière. A l'énergie durable, le ministre oppose le développement durable de notre pays. Au-delà de ces considérations de réajustement des positions des uns et des autres, il y a lieu de parier que les énergies renouvelables et de surcroît « propres », inscrites par les pays développés, donc du Nord, pour réduire leur dépendance au pétrole qui leur vient du Sud, figureront parmi les nouveaux défis que la planète aura à connaître. Comme pour la bataille de l'eau. On le voit, beaucoup de sources de conflits existent pour le futur. Au plus grand bonheur des industries d'armement.



Zouhir MEBARKI

L'Expression - Jeudi 11 novembre 2010